

neige, et cela dans le cadre de l'encouragement du sport populaire. Monsieur Eder a très bien décrit le fonctionnement de cette association, dans laquelle tous les partenaires sont représentés – je n'y reviens pas.

En outre, si nous devions accepter la motion Lohr, il faudrait procéder à une nouvelle évaluation des sites susceptibles d'accueillir les trois centres demandés. Il faut rappeler qu'une évaluation a déjà été réalisée dans la perspective d'un seul centre, et surtout – c'est important –, avec un profil de prestations et d'exigences en conséquence. Le projet de centre national de sports de neige n'a pas pour objectif premier de créer des infrastructures pour les camps de sports de neige; son profil d'exigences est d'accueillir des cours de formation et de formation continue consacrés aux sports de neige, de satisfaire à certaines exigences du sport d'élite, d'accueillir des camps de sports de neige permettant de mettre en pratique les contenus d'apprentissage des formations et formations continues, et d'avoir un taux d'exploitation élevé, cela même en été.

Enfin, et c'est peut-être aussi ce qui est extrêmement important, le Conseil fédéral va traiter très prochainement l'élaboration d'une vue d'ensemble du sport. La réalisation d'un centre national de sports de neige fera partie des sujets qui seront traités. L'élaboration d'une vue d'ensemble du sport contiendra un concept qui concerne la relève et le sport d'élite, un concept qui concerne le sport populaire et un concept qui traite de toutes les installations et infrastructures sportives, y compris le développement de sites tels Macolin, Tenero; elle contiendra aussi les résultats de l'évaluation du centre national de sports de neige. Selon les résultats de l'évaluation, vous le savez, il semble que le site de Lenzerheide est le plus approprié; mais cela devra encore être discuté.

Le projet relatif à la vue d'ensemble du sport a été mis en consultation. Celle-ci a montré que la question même du centre national de sports de neige est pour le moins controversée, je dirai même contrastée, puisque nous avons des partisans naturellement dans les cantons de Suisse orientale et dans les organisations qui ont un lien avec les sports de neige, mais par contre, et cela a été dit aussi au cours du débat, les fédérations sportives et Swiss-Ski sont plutôt opposés à la construction d'un centre national de sports de neige. Swiss-Ski estime surtout que les sports de neige devraient être mieux soutenus par les organisateurs de camps de sports de neige eux-mêmes et c'est au travers d'un soutien à ces centres nationaux de performance qui sont implantés en particulier à Brigue, à Engelberg et à Davos que ce soutien devrait être apporté.

Le Conseil fédéral prendra une décision sur la vue d'ensemble du sport ce semestre encore, après avoir pris connaissance de l'ensemble des résultats de la consultation. Le rapporteur de la commission a aussi rappelé que vous aviez approuvé, dans une version modifiée, la motion de Buman, qui remplit déjà une grande partie des vœux de la motion que nous traitons aujourd'hui.

Pour toutes ces raisons, le Conseil fédéral vous recommande de rejeter la motion Lohr.

J'ajoute encore un point à l'attention de Monsieur Engler. Vous avez dit qu'il ne fallait pas décevoir les milieux favorables à cette motion et, d'une manière générale, les milieux du sport. C'est un défi extrêmement élevé que vous lancez au Conseil fédéral. Je ferai tout – et le Conseil fédéral avec moi – pour qu'on arrive à des solutions pragmatiques, qui tiennent compte de toutes les contingences auxquelles nous devons faire face – et parmi elles, aussi des contingences financières, comme cela a été beaucoup rappelé –, pour éviter de décevoir. Mais c'est inévitablement une question qui est controversée et, dans le cadre de l'appréciation générale du concept pour le sport, nous aurons l'occasion d'en débattre.

Abstimmung – Vote

Für Annahme der Motion ... 9 Stimmen

Dagegen ... 33 Stimmen

(1 Enthaltung)

13.025

Bundesgesetz betreffend die Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs. Änderung

Loi sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication. Modification

Differenzen – Divergences

Ständerat/Conseil des Etats 10.03.14 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 19.03.14 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 17.06.15 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 17.06.15 (Fortsetzung – Suite)

Ständerat/Conseil des Etats 07.12.15 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 03.03.16 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 08.03.16 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 14.03.16 (Differenzen – Divergences)

Ständerat/Conseil des Etats 16.03.16 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 16.03.16 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 18.03.16 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 18.03.16 (Schlussabstimmung – Vote final)

Bundesgesetz betreffend die Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs

Loi fédérale sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication

Art. 26 Abs. 5bis

Antrag der Einigungskonferenz

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 26 al. 5bis

Proposition de la Conférence de conciliation

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Le président (Comte Raphaël, président): Pour rappel, la proposition de la Conférence de conciliation ne peut qu'être acceptée ou rejetée. Si la proposition de la Conférence de conciliation est rejetée par l'un des conseils, le projet d'acte est classé. Nous sommes le premier conseil à traiter cette proposition.

Engler Stefan (C, GR), für die Kommission: Die Einigungskonferenz hatte über eine noch offene Frage zu befinden. Die offene Frage betraf Artikel 26 Absatz 5bis des Gesetzes. Hier geht es um die Frage, wo die Fernmeldediensteanbieter die Randdaten des Fernmeldeverkehrs aufzubewahren haben.

Sie erinnern sich, es bestand darin eine Differenz zwischen dem Ständerat und dem Nationalrat. Der Nationalrat beharrte darauf, dass diese Randdaten ausschliesslich und zwingend in der Schweiz aufzubewahren sind. Der Ständerat sah das anders und entschied hier in der Mehrheit, dass die Definition eines Aufbewahrungsortes, auch eines Aufbewahrungsortes in der Schweiz, keinen zusätzlichen Nutzen und vor allem keine zusätzliche Sicherheit im Umgang mit diesen Randdaten verschafft, zudem die wirtschaftlichen Möglichkeiten von Fernmeldediensteanbietern einschränkt und, als drittes Argument, es auch kostentreibend wäre, wenn entsprechende Daten vom Ausland in die Schweiz zurücktransferiert werden müssten, um hier aufbewahrt zu werden. Insgesamt hat sich der Ständerat wiederholt auf den Standpunkt gestellt, dass damit nur eine Scheinsicherheit geschaffen würde, die sich noch dazu kaum umsetzen und vor allem nicht kontrollieren liesse in einer Welt, in welcher Daten jederzeit überall sind. Entsprechend haben wir

im Ständerat auch in der letzten Differenzbereinigung daran festgehalten, dass das nichts bringt.

In der Einigungskonferenz haben wir uns dann mit 13 zu 12 Stimmen für die Variante des Ständerates entschieden, d. h., die entsprechende Bestimmung zu streichen. Einen anderslautenden Antrag gibt es jetzt nicht, weshalb ich Ihnen im Sinne der Einigungskonferenz empfehlen kann, diesem Antrag, nämlich Streichung von Artikel 26 Absatz 5bis, zuzustimmen.

Sommaruga Simonetta, Bundesrätin: Einfach noch zur Ergänzung, weil das eine Frage war, die doch sehr stark diskutiert wurde, diese Aufbewahrung in der Schweiz, um eben den Datenschutz sicherzustellen: Wenn der Datenschutzbeauftragte, den Sie ja soeben gewählt oder vielleicht gewählt haben – die Resultate sind, glaube ich, noch nicht bekannt –, den Verdacht hat, dass die einschlägigen Datenschutzbestimmungen nicht eingehalten werden, hat er die Möglichkeit einzugreifen. Denn auch jeder Unternehmer, der von der Schweiz aus Daten im Ausland speichern lässt, muss die schweizerischen Datenschutzbestimmungen einhalten. Der Datenschutzbeauftragte kann Massnahmen verlangen, und er kann mithilfe des Bundesverwaltungsgerichtes sogar Anordnungen durchsetzen, dass Daten nicht mehr im Ausland gespeichert werden können, wenn eben die Datenschutzbestimmungen der Schweiz nicht eingehalten werden. Wir haben hier also einen Mechanismus, das nötigenfalls auch durchzusetzen.

Ich danke Ihnen, wenn Sie dieses Gesetz insgesamt unterstützen, denn wir brauchen diese Überwachung. Wir haben heute eine Ausgangslage, bei der wir eigentlich Kommunikation überwachen können und dürfen, die von den Kriminellen gar nicht mehr verwendet wird. Das ist die Ausgangslage. Mit dem Büpf können wir das ändern, und ich danke Ihnen, wenn Sie dazu beitragen, dass wir dieses Gesetz jetzt verabschieden können.

Angenommen – Adopté

12.080

Heilmittelgesetz. Änderung

Loi sur les produits thérapeutiques. Révision

Differenzen – Divergences

Nationalrat/Conseil national 07.05.14 (Erstrat – Premier Conseil)
Nationalrat/Conseil national 07.05.14 (Fortsetzung – Suite)
Ständerat/Conseil des Etats 03.12.14 (Zweitrat – Deuxième Conseil)
Ständerat/Conseil des Etats 10.12.14 (Fortsetzung – Suite)
Nationalrat/Conseil national 04.05.15 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 08.09.15 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 08.12.15 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 02.03.16 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 15.03.16 (Differenzen – Divergences)
Ständerat/Conseil des Etats 16.03.16 (Differenzen – Divergences)
Nationalrat/Conseil national 18.03.16 (Schlussabstimmung – Vote final)
Ständerat/Conseil des Etats 18.03.16 (Schlussabstimmung – Vote final)

Bundesgesetz über Arzneimittel und Medizinprodukte Loi fédérale sur les médicaments et les dispositifs médicaux

Art. 26

Antrag der Einigungskonferenz

Abs. 2bis, 3

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 4

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 26

Proposition de la Conférence de conciliation

Al. 2bis, 3

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 4

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Art. 57a

Antrag der Einigungskonferenz

Abs. 1

Personen, die verschreibungspflichtige Arzneimittel verschreiben, abgeben, anwenden oder zu diesem Zweck einkaufen, und Organisationen, die solche Personen beschäftigen, dürfen weder für sich noch zugunsten eines Dritten einen nichtgebührenden Vorteil fordern, sich versprechen lassen oder annehmen. Desgleichen ist es verboten, einer solchen Person oder Organisation zu deren Gunsten oder zugunsten eines Dritten einen nichtgebührenden Vorteil anzubieten, zu versprechen oder zu gewähren.

Abs. 2 Bst. a, b

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2 Bst. c

c. Abgeltungen für gleichwertige Gegenleistungen, insbesondere für solche bei Bestellungen und Lieferungen von Heilmitteln;

Abs. 2 Bst. d

d. beim Heilmittelleinkauf gewährte Preisrabatte oder Rückvergütungen, sofern sie keinen Einfluss auf die Wahl der Behandlung haben.

Abs. 3

Der Bundesrat regelt die Einzelheiten. Er kann die Anwendbarkeit der Absätze 1 und 2 auf weitere Heilmittelkategorien ausweiten.

Art. 57a

Proposition de la Conférence de conciliation

Al. 1

Les personnes qui prescrivent, remettent, utilisent ou achètent à cette fin des médicaments soumis à ordonnance et les organisations qui emploient de telles personnes ne peuvent solliciter, se faire promettre ou accepter, pour elles-mêmes ou pour un tiers, un avantage illicite. Il est également interdit de proposer, de promettre ou d'octroyer à ces personnes ou organisations, pour elles-mêmes ou pour un tiers, un avantage illicite.

Al. 2 let. a, b

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2 let. c

c. les compensations accordées en contrepartie de prestations équivalentes, notamment celles accordées pour les commandes et les livraisons de produits thérapeutiques;

Al. 2 let. d

d. les rabais ou ristournes octroyés lors de l'achat de produits thérapeutiques pour autant qu'ils n'influent pas sur le choix du traitement.

Al. 3

Le Conseil fédéral règle les modalités. Il peut étendre l'application des alinéas 1 et 2 à d'autres catégories de produits thérapeutiques.

Art. 57c Abs. 1

Antrag der Einigungskonferenz

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 57c al. 1

Proposition de la Conférence de conciliation

Adhérer à la décision du Conseil des Etats